

## Communication de Monsieur le Professeur Jean TULARD



Séance du 25 avril 2001



### La paix de Lunéville

A l'annonce à Paris, en octobre 1797, de la signature du traité de Campo-Formio, les journaux du temps nous apprennent que “ *tous les chapeaux volèrent en l'air et que le nom de l'heureux négociateur fut sur toutes les lèvres* ”. Qu'un général victorieux se transformât en diplomate heureux ne pouvait que valoir à Bonaparte un prestige supplémentaire. L'Institut l'accueillit, le théâtre le célébra et la poésie ne fut pas en reste.

L'enthousiasme en fut encore plus grand en 1801 lorsque fut connue la conclusion de la paix de Lunéville. C'était le même adversaire, l'Autriche, qui demandait, une fois de plus, la fin des hostilités, mais un Bonaparte en avait remplacé un autre dans les négociations. Peu importait, d'ailleurs. Le continent cessait d'être déchiré par la guerre ; on applaudissait le retour de la paix et l'on oubliait Joseph Bonaparte, le diplomate, pour acclamer son cadet, le général, devenu Premier Consul.

Deux traités en quatre ans : il convient de s'interroger sur l'échec de celui de Campo-Formio, se demander en quoi la paix de Lunéville s'en démarquait et envisager les conséquences qu'allait entraîner ce nouveau document diplomatique en France et en Europe.

La paix de Campo-Formio mettait fin à une guerre qui avait opposé la France à l'Autriche depuis le 20 avril 1792, guerre voulue par les Girondins, guerre dont les défaites les avaient emportés en même temps

que la monarchie, tandis que les victoires qui suivirent précipitaient la chute de Robespierre. La partie décisive avait eu pour cadre l'Italie et pour héros le général Bonaparte.

Incapable de libérer Mantoue qui avait finalement capitulé le 7 février 1797, le cabinet autrichien s'était résigné à ouvrir des négociations avec Bonaparte. Celui-ci, installé dans le palais de Monbello, s'était alors comporté en véritable chef de la diplomatie française. Le Directoire sortait à peine de l'épreuve d'un coup d'état, celui de Fructidor, éliminant Carnot et les royalistes et était trop loin pour imposer ses vues dans les négociations. Au demeurant, il avait renoncé, depuis Lodi, à donner des ordres à Bonaparte. Il y avait bien un ministre des relations extérieures, Talleyrand, nommé le 16 juillet 1797, mais il semblait plus préoccupé de s'enrichir que de mener une politique personnelle.

Le traité de Campo-Formio fut l'œuvre de Bonaparte et de lui seul.

Le Directoire, sous l'influence de Reubell qui s'était spécialisé dans les relations internationales, avait regardé vers l'Allemagne. C'est en Italie que, de sa propre initiative, Bonaparte engageait la France.

Certes Reubell ne pouvait se plaindre. Les objectifs fixés par le Directoire étaient atteints : la Belgique et la rive gauche du Rhin allaient faire partie de la " grande nation ". Mais l'implantation française en Italie n'avait pas été prévue. Barras la déconseillait, se souvenant des désastreuses expéditions du XVI<sup>ème</sup> siècle.

Bonaparte n'en avait cure. Il imposait, dès le 6 juin 1797, à Gênes, une constitution qui en faisait une république-sœur de la République Française, la République Ligurienne. Le 28 juin, il proclamait l'indépendance de la République Cisalpine qu'il avait créée avec Milan pour capitale. C'est une autre république-sœur mais dont il faut faire admettre l'existence à l'Autriche jusque là maîtresse du Milanais.

Pour obtenir cette reconnaissance, il importait de dédommager Vienne. Venise, république indépendante mais en pleine décadence, parut la proie rêvée. Le massacre de blessés français à Vérone fournit le prétexte d'une intervention militaire.

Dans les accords de Campo-Formio, l'Empereur reçut Salzbourg en échange de ses abandons sur la rive gauche du Rhin et, s'il perdait le Milanais, il obtenait à titre de compensation Venise augmentée du territoire situé à l'est d'une ligne qui, partant du Tyrol, traversait le lac de Garde et suivait l'Adige puis le Pô. S'y ajoutaient l'Istrie et la Dalmatie.

Le Directoire s'inclina, mais Sieyès, qui se tenait à l'écart, eut un mot cruel : " *Ce n'est pas une paix, c'est un appel à une nouvelle guerre* ".

C'était voir juste. Le traité de Campo-Formio ne pouvait que décevoir de fins politiques comme Sieyès. L'Autriche ne sortait en rien affaiblie d'un conflit qu'elle avait pourtant perdu. Elle conservait sa puissance en Italie, puisque Venise se substituait à Milan. Peut-être même gagnait-elle au change. Des compensations lui étaient également accordées en Allemagne où ses pertes étaient de peu d'importance. Restait la Belgique qu'elle cédait à la France, mais les Pays-Bas autrichiens n'étaient-ils pas en état d'insurrection à la veille de la Révolution ? Vienne ne pouvait espérer les garder longtemps.

Le traité créait de nouvelles causes de tension avec l'Autriche : une rivalité s'esquissait maintenant en Italie du Nord et la présence de la France sur la rive gauche du Rhin fournissait des prétextes inédits de conflit.

La paix n'était en réalité qu'une trêve. Et en annexant la Belgique, la France rendait par ailleurs impossible tout accord solide avec l'Angleterre, le cabinet britannique ne pouvant accepter la présence française à Anvers, "*ce pistolet braqué sur le cœur de l'Angleterre*".

L'essentiel pour Bonaparte avait été de trouver un compromis rapide alors que son armée était épuisée et d'accroître son prestige déjà grand grâce à une habile propagande fondée sur la presse et sur l'imagerie populaire, en rétablissant la paix sur le continent.

Au fond, le traité de Campo-Formio relevait plus de la politique intérieure française que de la diplomatie.

Les événements ayant donné raison à Sieyès, la guerre entre l'Autriche et la France reprit en 1799, en l'absence de Bonaparte alors engagé en Egypte.

Une nouvelle fois, la partie parut se jouer en Italie où, après le coup d'Etat de Brumaire, Bonaparte, devenu Premier Consul, reprit les opérations. Le 14 juin 1800, c'était l'affrontement, un moment incertain, de Marengo. Le 15, Melas, vaincu, signait la convention d'Alexandrie qui livrait à Bonaparte l'Italie du Nord, jusqu'au Mincio. Le lendemain, Bonaparte renouvelait à François II des offres de paix déjà présentées après Brumaire.

Malgré la victoire de Moreau à Hochstaedt et l'armistice de Parsdorf, Vienne n'ouvre pas de négociations. C'est qu'en Autriche on a sans doute connu le flottement qui a suivi en France la bataille de Marengo, "les ténébreuses affaires" qui entourèrent l'annonce prématurée de la défaite de Bonaparte.

Mais il y a une autre raison. L'Autriche venait de signer avec l'Angleterre un traité de subsides. Londres versait 2.500.000 livres à Vienne qui promettait de ne pas signer de paix avec la France au moins avant la fin

de février 1801. De cette aide, l'Autriche attendait de pouvoir renforcer son armée, de tenir campagne plusieurs mois et d'aborder ainsi une négociation avec la France dans des conditions plus favorables.

Se voulant courtois, François II se décida à répondre à Bonaparte le 5 juillet. Il déclarait ne pas combattre le gouvernement français mais ses conquêtes : *“ Il n'y a plus d'équilibre en Europe, dès qu'il faut que plusieurs Etats s'unissent pour résister à un seul ; que serait-ce donc si cette puissance ajoutait encore à son ancienne prépondérance l'accroissement inouï de conquêtes immenses et s'appropriait de plus une influence décisive sur la plupart des autres Etats ? Proposer la paix à de telles conditions, ce ne serait plus rien faire d'utile pour l'humanité ”*. Tout est dit. Derrière l'Autriche, c'est l'Angleterre qui ne veut pas de la France en Belgique, en Hollande, en Suisse et en Italie.

Toutefois, l'Empereur, en gage de bonne volonté, annonçait qu'il envoyait le général-major comte de Saint-Julien auprès de Bonaparte pour savoir si celui-ci consentirait à un retour de la France à ses anciennes limites. A ce prix, et à ce prix seulement, la paix pourrait être signée. La mission de Saint-Julien était de se renseigner et surtout de ne rien conclure en raison de l'accord passé avec l'Angleterre. Saint-Julien manqua Bonaparte en juillet à Milan et gagna Paris où il retrouva le colonel Neipperg.

Il s'agissait pour Vienne de gagner du temps, mais Saint-Julien était un fat. Il voulait briller. Talleyrand exploita cette faiblesse. Il faut lire les pages qu'Albert Sorel a consacrées à la façon dont Talleyrand joua le malheureux Saint-Julien. Il lui demanda s'il possédait d'autres pouvoirs que ceux contenus dans la lettre de l'Empereur. Saint-Julien, flatté de s'en voir attribuer, ne veut point s'infliger la disgrâce d'un désaveu. Il s'enchevêtre dans les phrases : *“ Transposé subitement dans une carrière qui lui est nouvelle et n'ayant passé à Vienne que très peu de jours, il a négligé de se munir d'une pièce qui, diplomatiquement, paraît nécessaire pour signer des conventions préliminaires ou définitives ; en conséquence, il ne sait s'il pourrait le faire ”*.

Tant de candeur au service de tant de bonne volonté touche Talleyrand. Il rassure Saint-Julien. A son avis, dit-il, *“ Saint-Julien se trouve par la lettre de l'Empereur suffisamment qualifié et accrédité ”*. Cette opinion d'un homme qui passe pour consommé dans le droit public enhardit l'Autrichien et, profitant de l'obligeance de Talleyrand, il demande : *“ Que feriez-vous à ma place ? ”* et Talleyrand de répartir : *“ Connaissant les intentions de son gouvernement comme sait M. de Saint-Julien, ayant dans le Premier Consul une confiance telle que M. de Saint-Julien ne peut manquer de l'avoir dans S.M. l'Empereur, ayant reçu des instructions particulières, porteur d'une lettre qui paraît l'accréditer, il n'hésiterait pas à signer ce qui serait reconnu propre au rétablissement de la paix ”*. *“ Eh bien, je signerai ”*, dit Saint-Julien.

Il croyait “rouler” l’adversaire mais c’est lui qui fut “roulé”. Des articles furent signés le 28 juillet. Ils avaient pour base le traité de Campo-Formio. Saint-Julien repartit pour Vienne afin de les faire ratifier par l’Empereur. On devine l’accueil qui lui fut réservé. Il était emprisonné peu après.

La France marquait deux points. Pour l’opinion française, Bonaparte avait conclu la paix et la responsabilité d’une rupture retomberait désormais sur Vienne. Mieux encore, l’Angleterre ne pouvait qu’être alarmée par ces négociations secrètes qu’elle ignorait (et pour cause) et n’avait plus désormais confiance dans l’Autriche.

Mais la paix n’était toujours pas faite. Certes, Thugut s’effaçait devant Cobenzl, le 25 septembre 1800 et des négociations s’ouvraient à Lunéville, sous-préfecture du département de la Meurthe, à quelque 26 km de Nancy. Bonaparte désignait pour les mener son frère aîné Joseph qui avait joué un rôle important dans la signature du traité de Mortefontaine avec les Etats-Unis. Mais rien de concret ne se précisait. Sous la pluie qui n’arrangeait rien, les négociateurs se heurtaient à trois problèmes : l’Autriche pouvait-elle parler au nom de l’Empire ? Pouvait-on conclure la paix sans l’Angleterre ? Quel sort réserver au duché de Toscane réclamé par Bonaparte ?

Celui-ci, impatient, confiait à Moreau le commandement de l’armée du Rhin qu’il avait quittée pour se marier. Le 3 décembre 1800, Moreau remportait la victoire de Hohenlinden. Les Autrichiens battaient en retraite, laissant 10.000 prisonniers. Richepance triomphait à Herdorf, le 15 décembre et à Lambach, le 19. L’archiduc Charles signait l’armistice de Steyer, le 25. Il était l’un des partisans de la paix.

Du coup, les négociations que les combats avaient paralysées, reprirent à Lunéville, le 2 janvier 1801. Face à face Cobenzl et Joseph. La paix pouvait-elle se faire du côté autrichien sans l’Angleterre ? Les circonstances n’étaient plus les mêmes depuis Hohenlinden. Mais en vieux routier de la diplomatie, Cobenzl entendait se faire payer par la France le prix de sa défection. De son côté, Talleyrand écrivait, le 20 janvier, à Joseph : “ *Il n’y a de véritable garantie contre l’Autriche que dans la rive droite de l’Adige et dans une partie des Apennins, de façon que la guerre puisse être recommencée avec avantage si l’Empereur ou le roi de Naples se laissent influencer par les Anglais. Ayez toujours soin de rappeler le traité de Campo-Formio, d’arguer de ce qui a été convenu à Rastadt* ”.

Ainsi fut fait dans le traité dit de Lunéville, signé le 9 février 1801.

“ *S.M. l’Empereur, roi de Hongrie et de Bohême, et le Premier Consul de la République Française, au nom du Peuple français, ayant également à cœur de faire cesser les malheurs de la guerre, ont résolu de procéder à la conclusion d’un traité définitif de paix et d’amitié* ”.

L'empereur, arguant qu'il n'a pas eu le temps de consulter l'empire germanique des décisions prises au congrès de Rastadt, déclare " *stipuler au nom du Corps Germanique* ".

Par l'article 2, la cession des Pays-Bas autrichiens à la République française, telle qu'elle avait été prévue par l'article 3 du traité de Campo-Formio, est confirmée.

Sont également cédés à la République Française le comté de Falkenstein, le Frickthal et tout ce qui appartient à la maison d'Autriche sur la rive gauche du Rhin entre Zurich et Bâle.

En retour, l'Empereur se voit confirmer par l'article 3 les compensations assurées par le traité de Campo-Formio : l'Istrie, la Dalmatie, les bouches du Cattaro, la ville de Venise, etc...

Référence encore à Campo-Formio : l'Empereur s'engageait à indemniser le duc de Modène de ses pertes en Italie. Il en allait de même dans un article secret pour la Toscane.

Les délais de ratification étaient prévus dans les trente jours.

Le traité de Lunéville était donc la copie du traité de Campo-Formio. " *Traité somptueux* ", écrit Albert Sorel, " *mais pas plus définitif que ceux des Pyrénées et de Nimègue. L'Autriche se reconnaît momentanément vaincue ; elle n'est pas détruite. Elle transige, elle ne capitule pas ; elle signe un traité d'échange qui, après tant de défaites, la ménage encore singulièrement et compense ses pertes. Elle n'est pas entièrement chassée de l'Italie, elle y conserve ses entrées* ".

Et cette paix ne peut être, encore une fois, qu'une trêve tant que l'Angleterre ne l'aura pas ratifiée. Elle n'est qu'une trêve même après la signature de la paix d'Amiens. Car elle ne supprime pas la cause des coalitions contre la France : la volonté d'ôter à celle-ci sa suprématie sur le continent et de la refouler dans ses anciennes limites de 1789.

Cette paix de Lunéville eut de nombreuses conséquences.

Le prestige de Bonaparte (qui avait voulu un accord à tout prix, comme en 1797) en sortait renforcé.

La paix fut annoncée au corps législatif lors de sa séance du 24 pluviôse an IX (13 février 1801) par le conseiller d'Etat Champagny : " *Législateurs, la paix du continent a été signée à Lunéville. Elle est telle que la voulait le peuple français. Son premier vœu fut la limite du Rhin : des revers n'avaient point ébranlé sa volonté, des victoires n'ont pas dû ajouter à ses prétentions* ".

Après avoir replacé les anciennes limites de la Gaule, il devait rendre à la liberté des peuples qui lui étaient unis par une commune origine, par le rapport des intérêts et des mœurs. La liberté de la Cisalpine et de la Ligurie est assurée.

Le président Poisson répondit par un vibrant éloge de Bonaparte : “ *Tant de prodiges, tant de succès sont sans doute les fruits du courage de nos défenseurs, mais il est une part essentielle qui en appartient au gouvernement et à son chef. Sa pensée avait embrassé dans un vaste plan cet ensemble d'événements ; il en avait dirigé l'ordre et la marche et semblait dicter la paix en ordonnant les batailles* ”. Une délégation se rendit auprès du Premier Consul pour le féliciter.

A Paris, la joie fut générale. Un rapport de police du 14 février indique : “ *Il est impossible de rendre l'enthousiasme qu'a produit la nouvelle de la paix* ”. La parade militaire du 14 février fournit aux Parisiens l'occasion d'acclamer Bonaparte. Et l'observateur de conclure : “ *La paix a détruit tous les germes de division* ”. On retrouve des manifestations de joie identiques en province. Lunéville devient un sujet de comédie pour les théâtres. Et pas seulement à Paris, mais à Bordeaux (*La Paix ou le triomphe de Mars*), à Grenoble (*La Paix ou le mariage de Rosine*) ou à Lyon (*Mars au Parnasse ou la Paix partout*). A Rouen, on joue *Le café de la paix*, qui s'achève sur les couplets :

“ *Enfant chéri de la victoire,  
 Qui ne compte que des succès,  
 Pour mettre le comble à ta gloire  
 Tu viens nous apporter la paix ;  
 De vingt peuples longtemps arbitre,  
 Partout on te nommait vainqueur,  
 Mais tu préfères à ce titre  
 Celui de pacificateur ”*

Avec *L'Artémise française ou les heureux effets de la paix*, comédie de M<sup>me</sup> Belfort, l'Ambigu connaît à Paris un énorme succès. D'après Henry Lecomte, qui a proposé un résumé de la pièce dans son *Napoléon et l'Empire racontés par le théâtre*, le colonel Vermancourt, bien qu'adorant sa femme et le jeune Rainville, fiancé de sa fille, sont partis combattre les Autrichiens. On est sans nouvelles et M<sup>me</sup> de Vermancourt, désespérée, fait exécuter un mannequin de cire à l'image de son époux. Or, la paix rend à leur famille le colonel et Rainville. Pour ménager l'épouse trop sensible, Vermancourt se substitue au mannequin de façon à ne pas

apparaître trop brusquement. Curieuse idée. Quand l'épouse voit le mannequin s'animer, elle tombe évanouie. Elle ranimée par les caresses de son mari et Rainville épouse la fille. Tout se termine par des chansons tandis que l'on promène sur la scène le buste de Bonaparte :

*“ Reçoit aujourd’hui de la France,  
 Ces lauriers qui te sont bien dus,  
 Ils sont la juste récompense  
 De tes exploits, de tes vertus.  
 Nos neveux lisant dans l’histoire  
 Ce qu’on te vit exécuter,  
 Auront de la peine le croire,  
 Et plus encore à l’imiter ”.*

Certes, la paix de Lunéville n'est qu'une étape. L'Angleterre continue la guerre. Elle obtient en juin la dissolution de la ligue des neutres ; en août, Menou capitule devant les Anglais à Alexandrie. Mais la défection de l'Autriche touche durement le cabinet anglais. Les opérations coûtent cher. On l'a vu avec le traité de subsides passé avec l'Autriche. L'économie britannique voit bien avant le blocus continental se fermer certains débouchés européens. Lunéville laisse présager des difficultés en Allemagne. Bien sûr, la diplomatie anglaise est définie par les grands propriétaires terriens, non par les manufacturiers et la bourgeoisie des ports, mais l'industrie et le négoce réclament avec de plus en plus d'insistance une paix qui leur assurerait, du moins l'espèrent-ils, un marché continental en passe de leur échapper. Et dans les couches populaires, la guerre est très impopulaire. Cette attente, ce désir de paix sont connus à Paris. Sept mois après le traité de Lunéville seront signés à Londres, le 1<sup>er</sup> octobre 1801, par Otto pour la France, par Hawkesbury pour l'Angleterre, des préliminaires de paix. Un traité avec la Russie suit le 9. Cette fois, la paix est totale.

Une autre conséquence de Lunéville est contenue dans une remarque, déjà citée, d'un rapport de police : *“ La paix a détruit tous les germes de division en France ”.*

Le traité, en rapprochant les deux grandes puissances catholiques de l'Europe, a hâté la conclusion du Concordat signé le 15 juillet. Le Pape a perdu à Lunéville l'appui de l'Autriche. Et le Concordat met fin à la guerre religieuse en France. Nouveau succès du “ pacificateur ” Bonaparte. Comment ne pas comparer le Consulat au règne d'Henri IV au sortir des guerres de religion.

Mais tout n'était pas encore joué. La paix de Campo-Formio avait dû sa conclusion aux succès de Bonaparte en Italie. Le traité de Lunéville est, quant à lui, le résultat de Moreau à Hohenlinden. Marengo est déjà loin. Bonaparte doit compter avec ce rival en gloire qui refuse ses avances et a préféré à Hortense de Beauharnais que voulait lui faire épouser le Premier Consul, une demoiselle Hulot dont la mère le monte contre Bonaparte. Une partie de l'armée, celle du Rhin, par opposition à celle de l'Italie, soutient Moreau.

Les anciens révolutionnaires, puissants au Sénat, restent méfiants. Fouché, ministre de la police, freine comme il peut l'évolution monarchique du régime. Il a fait écarter Lucien Bonaparte du ministère de l'Intérieur, après la publication d'un *Parallèle entre César, Cromwell, Monk et Bonaparte*, qui poussait ce dernier à reconstituer une monarchie en France à son profit. Les liens de Fouché et de Bernadotte, encore républicain, seront mis en lumière lors du complot des libelles.

Il y a aussi les libéraux au Tribunat. Benjamin Constant en tête, ce même Benjamin Constant qui mettait Sieyès en garde contre les ambitions de Bonaparte au soir du coup d'état de Brumaire.

De là cette prudence du Premier Consul. Comme on lui propose d'élever sur un emplacement du Châtelet un arc de triomphe à "*Bonaparte, restaurateur de la paix*", il refuse : "*Laissons au siècle à venir le soin de le construire s'il ratifie la bonne opinion que vous avez de moi*".

En fin stratège, Bonaparte se garde de se découvrir en 1801. Mais il est évident que les dés sont lancés ; ils ne tarderont pas à donner leur verdict.

La paix de Lunéville n'est qu'un armistice entre la France et l'Autriche. La troisième coalition en 1805, la cinquième en 1809 et la sixième en 1813, montreront que Vienne n'a pas désarmé. Bonaparte n'a-t-il pas alors esquissé un partage de l'Europe occidentale, comme il le fera avec le Tsar à Tilsit en 1807 ? Talleyrand, disciple de Choiseul, l'homme de l'axe Paris-Vienne, est-il à l'origine de cette modération ? Modération qui ne débouche pas sur une alliance. Excédé, en 1809, Napoléon songera à un démembrement de l'empire autrichien puis y renoncera. Sagesse ? Le traité de Versailles n'aura pas les mêmes scrupules. Nous en payons les conséquences. Mais, en définitive, s'il y a peut-être des guerres " justes ", y a-t-il de " bonnes paix " ?